

Bouzonville le 7.5.1972

Mesdames, Messieurs, chers camarades,

A l'occasion de ce congrès départemental des Malgré-Nous qu'il me soit tout d'abord permis de vous adresser, chers camarades français, le salut fraternel de notre fédération et de vous exprimer les sympathies des Enrôlés de Force Luxembourgeois. Avec plaisir j'ai accepté l'invitation de votre Président pour participer à cette manifestation laquelle une fois de plus me donne l'occasion d'exprimer les liens d'amitié qui unissent la jeunesse luxembourgeoise des années de guerre 1940-1944, à leurs compagnons d'infortune alsaciens - mosellans.

Bientôt 30 années seront écoulées depuis cette catastrophe sans que les multiples et justes revendications résultant de cette déportation de la Wehrmacht et le RAD ont pu être réalisées.

Vous l'avez entendu par votre Président, aussi bien sur le plan national que sur le plan international le contentieux est encore loin d'être vidé. Et forcément on doit se demander: pourquoi donc après tant d'années, après tant de démarches, après tant de mémoires, tant de manifestations et tant de protestation toujours loin de solutions satisfaisantes?

Et j'ose répondre tout simplement: parce qu'on n'a pas voulu et je crains devoir ajouter: parce qu'on ne veut pas dénouer tous ces problèmes. Je veux me limiter ici à la question de l'indemnisation par la République Fédérale. Une première question se pose: est-ce que notre propres responsables, nos élus, nos gouvernements ont réellement formulé et présenté au Gouvernement de Bonn les dommages et intérêts provenant de l'incorporation de force. Et, admettons que cette créance fut transmise au successeur du 3ième Reich est-ce que ceci a été fait dans une forme sans équivoques avec la vigueur requise pour arriver à une solution.

Moi, je prétends que non!

Car, je ne peux jamais croire, que si un pays comme la France, une alliée des puissances victorieuses aurait voulu défendre avec le sérieux indispensable la question de l'indemnisation des incorporés de force et obtenir cette indemnisation, l'Allemagne n'aurait jamais osé refuser. Tout en ajoutant qu'il était indiqué à revendiquer cette réparation il y a au moins déjà 10 ans.



Mais, j'ai l'impression que nos responsables ont préféré tourner autour de ce problème épineux et qu'ils ont préféré faire des promesses à leurs propres citoyens, les calmer et les consoler, que d'attaquer sérieusement celui qui aurait pu et avant tout dû apporter la solution.

Aussibien à Paris, qu'à Bruxelles qu'à Luxembourg, nos ministres compétants au cours des années écoulées n'avaient jamais la sérieuse intention de faire les efforts nécessaires et soutenus pour qu'il soit donné satisfaction à nos droits les plus élémentaires.

Et, si à Paris aussibien qu'à Luxembourg nos gouvernement avaient pris une position ferme et résolue, le gouvernement fédéral n'aurait jamais osé se permettre les réponses connues et se moquer des milliers de victimes du boureau allemands

Faut-il alors s'étonner, si aujourd'hui nous sommes persuadés qu'il ne s'agit pas seulement d'un laisser aller ou manque de sérieux, mais, jusqu'à preuve du contraire je le prétends ici: c'est de la mauvaise volonté de nos politiciens responsables en la matière.

Ce n'est pas, que le problème n'est pas connu, ni à nos parlementaires, ni à nos gouvernements. Nous l'avons exposé clairement: nous l'avons rappelé à des dizaines, je dirai même à ces centaines de reprises: nous l'avons expliqué aussibien du point de vue politique que du point de vue juridique: nous l'avons souligné du côté humain et du côté relation entre les peuples. Mais non!

On ne veut pas!

Il y a donc presque 30 ans que nous avons été sacrifiés par divers gouvernements. Et aujourd'hui nous avons des gouvernements qui continuent à nous sacrifier une fois de plus.

Si donc nos propres dirigeants gouvernementaux nous considèrent comme quantité négligeable, comment pouvons nous attendre les dirigeant du peuple allemand que eux montrent une trace de bonne volonté pour ne réparer vaguement les meurtres et les crimes qu'ils ont comis.

Pendant 30 années les incorporés de force français se sont comportés, sans aucune défaillance, en bon français, comme l'ont signalé vos dirigeant à diverses reprises.



Pendant 30 ans la jeunesse sacrifiée luxembourgeoise de la dernière guerre est restée fidèle à ces institutions. Mais si demain ceci ne serait plus vrai: ce ne sera pas de notre faute.

Si demain il y en a parmi nous qui sont à bout des nerfs il ne faudra pas s'étonner et nous faire des reproches. Nous avons suffisamment averti.

N'est-il pas triste et un bien pauvre signe de notre temps qu'il faut avoir le courage à des kidnappings, des enlèvements et des méthodes de gangster pour faire bouger nos responsables.

Mesdames, Messieurs, mes chers amis,

Nous avons tous vécu ensemble ces heures tragiques. Nous avons perdu nos enfants, nos frères et nos camarades. Dans notre chaire et dans nos os sont gravés les crimes qu'un envahisseur allemand a commis. Ce n'est pas la haine et la vengeance que nous voulons. Nous en avons trop souffert. Mais, nous prêterons jamais main pour que des crimes soient camouflés ou liés. Nous avons prouvé jadis même dans des situations beaucoup plus désespérantes, que nous sommes restés fidèles à l'honnêteté à la vérité et à la liberté. Et c'est pourquoi nous avons proclamé et je le répète aujourd'hui que des traités ou des accords ou une Europe Unie bâtie sur des mensonges se fera sans les Enrôlés de Force.